

Démantèlement du code forestier au Brésil : consécration de huit années de gouvernement dédiées à l'agrobusiness



Photo du site mst www.mst.org.br/

« La publication de ce décret est un revirement institutionnel démesuré du Palais du Planalto contre le Congrès National et la société brésilienne. Il anéantit toutes les mesures de précaution et de prévention prévues par la Constitution de 1988, liées à l'environnement, » assène Ivan Valente, député fédéral du PSOL¹ et membre de la commission qui analyse les changements dans le code forestier.

Par Gabriel Brito, journaliste de la rédaction

Source : *Correio da Cidadania*² - 17 décembre 2009

Texte Original : <http://www.correiodacidade.com.br/content/view/4152/9/>

Traduction : Bettina Balmer et Geni Favre pour *Autres Brésils*

¹ NdT : PSOL : Partido Socialismo e Liberdade : Parti socialisme et liberté

² NdT : *Correio da Cidadania* : journal hebdomadaire et en ligne de São Paulo, critique des événements politiques, économiques, sociaux,



La semaine dernière, le gouvernement brésilien a clairement dévoilé le caractère irrémédiablement contradictoire de sa politique environnementale. Pendant qu'il envoyait toutes les stars du gouvernement à Copenhague, afin que le pays fasse bonne figure lors de la Conférence de l'Environnement de l'ONU (COP-15), il a retourné sa veste, une fois de plus en faveur des ruralistes³, en leur accordant deux ans de délai supplémentaires pour l'enregistrement des terres et pour la mise en application de la réserve légale de 80% de la surface de la propriété, en plus de suspendre les amendes déjà infligées.

En plus, d'accorder deux années de répit de plus pour le déboisement anarchique, au propriétaire en infraction qui, afin de s'affranchir des contraventions, aura adhéré au programme « Plus d'Environnement » né du décret 7029, de la même manière, le gouvernement renonce aux 13 milliards de réaux environ qui auraient découlé des sanctions.

A signaler, qu'il s'agit tout juste d'une nouvelle et mirifique indulgence octroyée à l'un des plus puissants segments de l'économie et de la politique nationales. L'année dernière, le Planalto⁴ a publié la MP 432/08⁵, laquelle a clairement capté la dette agricole en faveur de l'agrobusiness, bénéficiaire des 74 milliards de réaux sur les 87 milliards qui ont été amnistiés. Alors qu'en Scandinavie, le monde a échoué dans la recherche et dans la pratique désintéressée de solutions favorables au climat, le Brésil non plus, n'a pas manifesté sa diligence à assumer un véritable leadership pour le changement des paradigmes sociaux et économiques implorés par la nature.

« La publication de ce décret est un revirement institutionnel démesuré du Palais du Planalto contre le Congrès National et la société brésilienne. Il anéantit toutes les mesures de précaution et de prévention prévues par la Constitution de 1988, liées à l'environnement, » assène Ivan Valente, député fédéral du PSOL⁶ et membre de la commission qui analyse les changements dans le code forestier.

Et, comme déjà dénoncé précédemment, par des experts dans différents domaines, tels le géographe Ariovaldo Umbelino et l'économiste Guilherme Delgado, une fois de plus le gouvernement prend cette décision, en invoquant la protection des petits agriculteurs. Face à la réalité, autrement dit, face aux conditions de financement et de tous les soutiens que la

³ NdT : *Bancada ruralista* : le groupe parlementaire des grands propriétaires terriens, éleveurs et autres, partisans de l'agrobusiness.

⁴ NdT : Planalto : Palácio do Planalto : à Brasilia siège du pouvoir exécutif du Brésil.

⁵ NdT : Medida Provisória No 432/08 : Mesure Provisoire, dont l'objet est la renégociation de la dette agricole envers l'Union, dont la majeure partie est détenue par l'agrobusiness.

⁶ NdT : PSOL : Partido Socialismo e Liberdade : Parti socialisme et liberté



grande et la petite agriculture perçoivent, le rideau de fumée se confirme alors que l'agriculture paysanne est très performante en terme de productivité alimentaire.

« Si nous faisons l'inventaire des propriétés de moins de 150 hectares à travers le pays, elles représentent 96,7% du total des exploitations rurales et 23% de la surface de ces exploitations – soit moins de 10% du territoire national » explique João de Deus Medeiros, Directeur des forêts au Ministère de l'Environnement, lors d'une interview avec le portail écologique Envolverde. Donc, si la déforestation atteint des niveaux alarmants, il est évident qu'elle découle à l'écrasante majorité des grandes propriétés de l'agrobusiness, propriétaires des trois quarts de ces terres.

« De toute évidence, une telle expansion dénote la vision des propriétaires, à savoir de la terre brûlée, largement démontrée par leur comportement habituel dans l'histoire du pays. Il y a une contradiction en elle, et l'ensemble du débat sur l'environnement méconnaît la question fondamentale de la propriété de la terre, par le même mécanisme rencontré dans le cas de la MP 458⁷ », analyse le géographe Ariovaldo Umbelino, dans une récente entrevue concédée à *Correio*. De fait, il paraît difficile de rendre viable l'application de tout objectif environnemental, lorsqu'il existe plus de 300 millions d'hectares sans titre de propriété dans ce pays, qui tente de les régulariser par des lois qui encouragent les fraudes et l'utilisation d'hommes de paille.

Ordre du jour environnemental ou ruraliste : un choix incontournable.

« En 2006, l'IBGE⁸, a constaté que 308 millions d'hectares de terres du pays appartiennent à des propriétaires sans titre de propriété. Alors, comment va-t-il enregistrer une surface de réserve légale sans le titre de propriété de la terre ? Ce sont deux facteurs qui se recourent. A l'habitude historique du déboisement aveugle, se rajoute l'impossibilité d'enregistrer la réserve légale », explique Umbelino.

En tenant compte du fait, que le code forestier lui-même, accordait un généreux délai jusqu'en 2031 pour le reboisement des propriétés hors-la-loi, et que cela n'a pas été suffisant pour contenir l'élan ruraliste, il est prévisible que ce secteur ne s'en contentera pas et continuera à rechercher de nouvelles libéralités concernant d'autres normes environnementales.

⁷NdT : Medida Provisória No 458/09 : Mesure Provisoire dont l'objet est la régularisation de l'occupation irrégulière des terres, dont l'Union est propriétaire en Amazonie, votée en juin 2009. Dès sa publication, considérée comme une mesure stimulant la déforestation et les conflits de la terre, une intense mobilisation s'est développée au Brésil, regroupant les mouvements sociaux et écologistes.

⁸ NdT : IBGE ; Institut Brésilien de la Géographie et de la Statistique.



Bien que, l'ordre du jour environnemental occupe une place de plus en plus centrale dans le débat public, par ce geste, le gouvernement Lula achève de consacrer la fin de ses deux mandats, par un appui illimité à l'agrobusiness. *« Le fait est, que le gouvernement actuel a adopté deux lignes politiques claires : la première étant le soutien total à l'agrobusiness. La seconde consiste à supprimer toute possibilité historique qui puisse restreindre l'appui à l'agro-industrie. A l'extérieur, le Brésil tient un certain discours, mais ici l'application est toute autre »*, résume Umbelino.

« Sous le prétexte improbable de régulariser l'agriculture familiale, en fait, le décret vise à faciliter les possibilités d'expansion et de consolidation de l'agrobusiness en Amazonie, qui sera la région la plus affectée par cette mesure et la victime de l'extension du front ruraliste consentie par ce décret » complète le député. Le cas des *Fazendas Santa Bárbara*⁹ du groupe Opportunity, est un symbole extrême de cette tendance des énormes propriétés foncières, à faire fortune tout en détruisant l'environnement. Au final, même lorsqu'elles sont soumises à des pénalités stratosphériques, elles savent qu'historiquement, elles ont été subverties ».

En outre, le gouvernement publie le décret au même moment où quelques secteurs, célèbrent sans doute de manière clairement illusoire, la réduction des taux de déforestation, données toutefois plus que contestables, comme l'a dénoncé le géographe de la USP¹⁰ dans *Correio*. *« Les grands propriétaires terriens procèdent à la déforestation plutôt en période de pluie, de manière à ce que les images du satellite ne puissent pas les détecter »*.

Sachant que l'Amazonie est responsable de 3 à 5% des émissions annuelles de gaz à effet de serre de toute la planète, le gouvernement ne donne pas de signal fort concernant la mise en pratique du discours sur la réduction de ces émissions, pas même en accord avec ses prétentions actuelles. Alors, que dire des 90% suggérés par le Ministre Carlos Minc.

Il importe d'ajouter que "l'accroc" au code forestier n'est pas un acte isolé dans le bilan environnemental de l'avant-dernière année du gouvernement Lula. Les *Mesures Provisoires* en faveur des légalisations controversées des terres, le relâchement des études environnementales et l'exploitation des richesses minières fougueusement avalisée par le gouvernement PT¹¹ du Pará sont la démonstration d'un programme environnemental du pouvoir brésilien encore en gestation.

« Pour eux, la forêt doit être rasée. Il est bien clair, que ce type de posture, est historiquement lié à la question de la propriété privée des terres. Les propriétaires de la majeure partie des

⁹ NdT : il s'agit de l'exploitation Santa Bárbara, à Xinguara dans l'état du Pará où les gardes de la propriété ont utilisé la violence contre des membres du Mouvement des Sans Terre le 20.04.2009. Les médias pro ruralistes ont instrumentalisé cet événement pour faire accuser le MST.

¹⁰ NdT : USP: Université de São Paulo.

¹¹ NdT : PT : Partido dos Trabalhadores : Parti des Travailleurs (de gauche) dont est issu le président Lula.



terres du Brésil, ne respectent pas la législation nationale et parient même sur leur non-respect » prédit Umbelino.

Conscient, peut-être, que ce ne sera pas à l'occasion de l'actuel mandat que la nature poussera son dernier cri, le gouvernement repousse la mise en place des politiques environnementales au prochain mandat présidentiel. Toutefois, sa candidate, Dilma Rousseff, ex-Ministre des Mines et de l'Energie, est une partisane enthousiaste des grands projets contestés par les écologistes et les communautés locales, telle l'usine de Belo Monte.

Comme nous pouvons le constater, le discours brésilien à Copenhague est aussi lucide que sympathique, mais les cris des ruralistes semblent résonner bien plus fort que ceux de la terre elle-même.

AUTRES BRESILS

21ter rue Voltaire

75011 Paris

Tel. : 01 40 09 15 81

www.autresbresils.net

AUTRES BRESILS

21ter rue Voltaire

75011 Paris

Tel. : 01 40 09 15 81

www.autresbresils.net